

cultivateurs. Aux producteurs de fruits, il déclare que la réciprocité ruinerait leur industrie. Cela me démontre que l'honorable député appuie un gouvernement (dont il ne comprend pas la politique).

Je me permettrai de citer une autre autorité sur la question. Vous n'avez pas oublié que, l'année dernière, il y avait un homme de talents et populaire qui faisait partie du gouvernement. Il représentait un comté de l'est, il était très éloquent et jouissait de l'estime de ses collègues, et on lui confia la tâche de développer la politique du gouvernement sur la question commerciale. Au cours de son éloquent discours, l'honorable député de Bothwell (M. Mills) lui posa une question, et il y répondit dans les termes que voici :

Je suis convaincu que les cultivateurs de ce pays m'apprécieront, si je dis que le libre-échange dans les produits agricoles entre le Canada et les Etats-Unis, serait la pire chose qui pourrait arriver aux cultivateurs de notre pays.

C'était là la politique du gouvernement, l'année dernière. Il s'est présenté au pays cette année en disant qu'il voulait appliquer aux deux pays la politique même qu'il avait condamnée l'année dernière. Mais j'irai encore plus loin. On nous a dit sur tous les hustings que la réciprocité absolue ruinerait le commerce d'animaux : on nous a dit qu'elle ruinerait le commerce de farine, qu'elle réduirait le prix des pois et de l'avoine à celui du maïs admis en franchise. On nous a dit qu'elle faciliterait l'entrée des farines américaines à bon marché et ruinerait notre marché de farine, et des partisans du gouvernement, haut placés dans l'estime publique, nous ont dit ces choses à chaque occasion.

Mais qu'a dit le journal qui les appuie, l'organe du parti conservateur à Toronto, ce grand organe qui reflète l'opinion du parti conservateur, organe qui a été maintenu par le parti conservateur, créé par le parti conservateur et qui est l'écho des chefs du parti, qu'a-t-il dit au sujet de la réciprocité dans le commerce ? Que cette politique ruinerait ce commerce, et il a publié dans ses colonnes un avis imprimé en gros caractères, afin d'attirer l'attention des cultivateurs sur ce point particulier. Cet avis est resté des semaines entières dans ce journal pendant la campagne électorale. Voici ce que *l'Empire* dit :

Des faits !—Cultivateurs !—Elle ruinerait le commerce d'animaux.—Ce n'est pas de l'exagération, mais un fait clair et palpable.—C'est ce que la réciprocité absolue causerait. Pourquoi ? Parce que le bétail canadien peut être admis vivant en Angleterre, et être expédié dans l'intérieur pour être offert en vente.

Les animaux des Etats-Unis doivent être abattus à leur arrivée, parce qu'il existe une maladie dans ce pays, dont les animaux souffrent, mais qui n'existe pas dans notre pays.

Cultivateurs canadiens, cet avantage vous vaut au moins \$10 par tête de bétail !!

Avec la réciprocité absolue, nous de pourrions pas préserver notre pays de cette maladie qui règne aux Etats-Unis, parce que nous ne formerions virtuellement qu'un seul pays.

L'Angleterre pour protéger ses propres cultivateurs, et non par mauvais vouloir à notre égard, serait forcée de mettre nos animaux sur la liste d'exclusion.

Et vous perdriez plus de \$650,000 par année sur les animaux seulement.

En présence de tous ces faits, je demanderai aux honorables chefs de la droite comment ils peuvent être logiques en disant au peuple de ce pays qu'ils vont aller à Washington le 12 octobre, dans le but de négocier un traité, d'après une politique qui, affirmant-ils, ruinerait les intérêts de notre classe agricole.

M. l'Orateur, nous ne sommes pas de cette opinion de ce côté-ci de la chambre. Nous croyons que la réciprocité dans les produits naturels serait un grand avantage pour nos cultivateurs, qu'elle leur fournirait un marché libre ; elle leur donnerait deux ressources, le marché anglais pour certains produits, et le marché américain pour d'autres, et de cette façon, la prospérité du cultivateur canadien augmenterait de beaucoup. C'est un des avantages qui résulteraient de la réciprocité en produits naturels seulement.

Mais nous disons plus, et nous prétendons que, si les articles fabriqués aux Etats-Unis étaient admis en franchise sur nos marchés, et si nos articles manufacturés étaient admis sur leurs marchés francs de droits, nous pourrions tous deux vendre sur les marchés où les prix sont élevés et acheter sur ceux qui vendent moins cher. Est-il possible que le gouvernement cherche à tromper le peuple de ce pays ? Est-il possible qu'il dise au peuple dans une partie du pays que sa politique est la réciprocité, et dans une autre partie du pays, que sa politique est la vieille politique nationale ?

C'est bien là ce qui arrive.

Dans le premier discours que le ministre de la justice a fait, pendant la dernière campagne électorale, il a déclaré que le gouvernement voulait obtenir une réciprocité comme celle que nous avions avec les Etats-Unis en 1854. Quelques jours après, sir John-A. Macdonald a publié un manifeste électoral, dans lequel il n'a pas dit un mot au sujet de la réciprocité avec les Etats-Unis. Mais il a parlé de la politique nationale. Il a dit : Nous nous présentons devant le public avec le même programme que nous avons en 1879, en 1882 et en 1887. Le chef du gouvernement disait une chose, son premier lieutenant en disait une autre, et le peuple attendait la grande assemblée où le gouvernement devait déclarer sa politique.

Je mentionnerai un incident qui est arrivé dans une propre ville. Immédiatement après que le ministre de la justice eût terminé le discours dans lequel il a déclaré que les conservateurs étaient en faveur de la réciprocité pour les produits naturels, un tory de l'endroit a dit que son parti avait toujours été en faveur de la réciprocité pour les produits naturels ; mais aussitôt après la publication du manifeste de sir John-A. Macdonald, ce tory et plusieurs autres sont revenus sur leur opinion, et ont déclaré qu'ils voulaient maintenir la politique nationale. Il est de notre devoir de demander au gouvernement de déclarer quelle est sa politique ; car il occupe une position responsable, tandis qu'il n'en est pas ainsi pour nous. Le peuple a droit de savoir quelle politique il entend suivre, avant de le juger.

On nous demande souvent quelle est notre politique. Elle est aussi claire et aussi distincte que la lumière du jour. Nous voulons la réciprocité la plus étendue possible avec les Etats-Unis. Nous ne voulons pas abandonner à nos voisins nos pouvoirs législatifs. Qu'est-ce que la réciprocité, telle que je l'entends ? Je l'ai discutée sur les hustings, avant qu'elle devienne une question de politique et de parti. Suivant moi, la réciprocité absolue signifie ceci : notre position politique restera la même, et nous imposerons les droits qu'il nous plaira sur les articles venant des pays étrangers, et les Etats-Unis feront la même chose ; mais les marchandises importées des Etats-Unis entreront ici en franchise, et le Canada aura la même liberté